

Barrage en Extrême-Orient

Le nouveau ministre austro-german des affaires étrangères Spender dit que le centre de gravité de la politique internationale s'est déplacé de l'Europe au Pacifique. C'est exact. Les changements de personne au département d'Etat de Washington, que nous avons commentés récemment, annonçaient une nouvelle orientation du gouvernement américain en Extrême-Orient. Après de longs tâtonnements que l'opposition républicaine reprochait à Truman, celui-ci paraît s'être décidé pour une politique active, barrer la route au communisme en Extrême-Orient. Cette résolution ne sera pas approuvée partout et pourra être modifiée. Elle comporte des risques et l'on n'en peut prévoir les résultats.

Décisions.

La première décision serait, croit-on, de ne pas reconnaître Mao Tse Tung comme représentant la Chine, ce qui provoquerait des difficultés à l'O.N.U. La seconde d'appuyer la résistance de Tchang Kaï Chek, à Formose et de maintenir dans l'île une base américaine en fait sinon officiellement et peut-être aussi à Haïnan, c'est à dire à proximité de l'Indochine. Il s'agira ensuite de reconnaître Bao Daï qui vient d'être intronisé à Saïgon et éventuellement de prendre position au Siam et en Birmanie.

Les raisons de cette politique sont claires : l'opinion américaine est plus sensible à ce qui se passe dans le Pacifique qu'ailleurs. Une attitude de faiblesse en Extrême-Orient provoquerait des réactions puissantes et des élections aux Etats-Unis sont proches. Il fallait rassurer l'Australie qui depuis la défaite du socialisme cherche une alliance formelle avec les Etats-Unis contre la menace communiste. Washington considère en outre que de céder à Mao Tse Tung c'était perdre sur lui tout moyen de pression et Mac Arthur, le très puissant pro-consul, a insisté pour organiser la défense du Japon dont Formose est une base essentielle. L'influence d'Eisenhower aussi dont la candidature aux élections de 1952 contre Truman commence à se dessiner est venu renforcer les requêtes de l'état-major ; on a spéculé enfin sur les difficultés que doit rencontrer Mao Tse Tung à Moscou pour obtenir de Staline un appui effectif.

Chine et U.R.S.S

Le séjour de Mao Tsé à Moscou, en effet, se prolonge, signe qu'aucun accord n'était prêt à l'avance. La Chine a besoin d'un prêt, en monnaie qui puisse servir de moyen d'achat sur les marchés internationaux, c'est à dire en dollars. La Russie pourra-t-elle en fournir ? Il faut du riz, du pétrole, des machines, des textiles pour les filatures de Shanghai, du caoutchouc, etc... Il est douteux que l'Union Soviétique qui écume tout ce que peuvent fournir les satellites sans pouvoir alimenter à plein son économie, puisse se charger si peu que ce soit, de la reconstruction d'un pays de 400 millions d'âmes.

Sur le plan politique, il y a des questions épineuses ; la restitution à la Chine du port de Daïrey et des chemins de fer Mandchouriens, les questions du Sing Wang et du Tibet. Pour conclure un accord qui ne soit pas purement verbal, il faut que le partenaire russe puisse fournir autre chose que des tracts de propagande, et des instructeurs politiques surtout à présent où les Chinois n'ont plus besoin de combattre. Washington espère que Mao Tsé revenant de Moscou avec des promesses et les mains vides et se trouvant en face d'une résolution américaine inflexible se gardera des aventures.

Tout bien pesé, si le plan ne se révèle pas juste en tous points dans l'avenir, il vaut d'être essayé. Il sera toujours temps de reviser cette attitude. On se dissimule pas cependant à Washington qu'un barrage en Asie contre le mouvement mi-communiste, mi-nationaliste du gouvernement de Pékin mécontentera l'Inde et sans doute — en apparence du moins — l'Angleterre qui ne veut pas perdre Hong-Kong et la clientèle chinoise.

Bevin contre les U.S.A.

On assiste par ailleurs à un raidissement de Bevin contre la politique américaine. Le premier épisode était le refus de consentir aux conditions que Washington mettait au prêt d'armements. Washington cède. Puis le refus de souscrire aux exigences présentées par la Banque internationale sous contrôle américain pour accorder aux colonies anglaises un prêt de cinq millions de dollars au titre de

l'aide aux pays économiquement arriérés. Là-dessus la banque est restée ferme et le 4me point Trumey, pour ce qui est des colonies, risque d'être irréalisable.

Les Anglais qui se sentent plus forts maintenant que l'hémorragie d'or et de devises appréciables est arrêtée, au moins pour un temps, veulent préserver la zone sterling d'une ingérence et les colonies d'une mainmise américaine ; ils comptent sur l'appui des autres puissances coloniales : la France et la Belgique. Cette politique de résistance aux Etats-Unis est populaire en Grande-Bretagne. Elle servira de plate-forme pour les élections qui pourraient bien avoir lieu fin février et si Bevin est renversé à la suite du vote, il gardera pour l'avenir le bénéfice de son attitude pour rallier les voix de la petite bourgeoisie qui constitue la masse d'opinion flottante ; excellent si l'on doit retourner dans l'opposition.

Difficultés de l'Union Européenne.

Le refroidissement de l'intérêt que les Etats-Unis portent à l'Europe va s'accroissant. Une certaine lassitude, l'atténuation des craintes d'un prochain conflit, pour le moment du moins, les difficultés que rencontrent les plans d'unification des pays de l'O.E.C.E. tout cela nous invite à nous préparer à une diminution de l'aide Marshall qui va rencontrer au Sénat une opposition sérieuse, l'échec pourtant facile à prévoir de l'union économique Franco-Italienne, la lenteur des pourparlers franco-allemands malgré la pressante invitation d'Adenauer, tout sert à critiquer un effort stérile et coûteux. L'Europe est en passe de manquer sa chance faite d'hommes d'autorité et de vouloir. On n'est pas loin de penser aux Etats-Unis que la décadence de l'Europe est sans remède. Se résignera-t-elle, elle-même à cet abandon ?

CRITON.